

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18193 - 71ÈME ANNÉE

L'Alliance réagit à la conférence de presse de Didier Robert

L'annonce des monorails : la preuve que Didier Robert s'est trompé pendant 5 ans sur toute la ligne

Pour les élus de l'Alliance au Conseil régional, l'annonce des monorails faite par Didier Robert est la preuve que ce dernier « s'est trompé pendant 5 ans sur toute la ligne ». Ce 13 juillet, l'Alliance a publié un communiqué pour présenter ses arguments. L'Alliance constate une annonce sous la pression des automobilistes qui subissent depuis bientôt 6 ans l'aggravation des embouteillages à cause de l'arrêt du chantier du tram-train décidé par Didier Robert.



Didier Robert a arrêté le chantier du tram-train: voilà le résultat.

« Il faut toujours prendre avec prudence des propos de campagne électorale. Mais ils sont souvent révélateurs.

L'annonce faite par Didier Robert, lors de la réunion électorale de la Droite, de 2 projets de monorail a surpris tous les observateurs. Et pour cause.

Dès son arrivée à la Région, la première décision de Didier Robert a été d'enterrer le tram-train avec forces critiques, de redessiner le projet de nouvelle route du littoral en mettant une part considérable des moyens financiers de la Collectivité pour construire cette route en mer surdimensionnée.

On voit aujourd'hui toutes les aberrations de cette aventure, avec notamment la question des matériaux : un chantier lancé sans matière première, c'est inédit !

Parallèlement, après avoir fait le procès du transport ferroviaire, Didier Robert avait promis 2.000 bus. On sait ce qu'est devenue cette promesse électorale.

Pour obtenir l'approbation du SAR (Schéma d'Aménagement Régional) et accéder aux fonds européens, la Région a dû lancer (mollement) des études pour un futur transport guidé (Réseau Régional de Transport Guidé - RRTG). Il y a quelques se-

maines, la Région vient de relancer les études sur le tracé car rien n'avait avancé en 5 ans !

Et aujourd'hui, à la veille des prochaines élections, voilà que Didier Robert sort de son chapeau 2 monorails : l'un pour la zone Gillot - Saint-Denis, l'autre pour la zone Pierrefonds - Saint-Pierre - Saint-Louis. Mais cela sans aucune étude, ces projets ne figurant même pas dans le SRIT (schéma régional des infrastructures et des transports) ; et sans aucun chiffrage ... L'on comprend pourquoi : la route en mer va engouffrer tous les moyens budgétaires de la Région.

Didier Robert réalise enfin, après plus de 5 ans à la tête de la Région, qu'il n'y a pas d'autre solution que d'ouvrir de réelles alternatives au tout-automobile.

Ou sinon, cette annonce demeure purement électorale.

En tout état de cause, cela signe son échec sur toute la ligne. En matière de déplacements, la mandature de Didier Robert a été une catastrophe pour La Réunion. Presque 6 ans de perdus, pendant lesquels les Réunionnais ont subi l'aggravation des embouteillages liés à son choix du tout-automobile. Alors que toutes les études pour le tram-train étaient achevées, que des emprises foncières étaient réservées, Didier Robert a tout annulé au lieu de se

battre pour boucler le financement, pensant plus à son élection qu'aux besoins des Réunionnais.

Or le tram-train était bien la solution parfaitement adaptée à notre île, en combinant transport urbain et transport inter-urbain. Le monorail, qui répond à d'autres caractéristiques, est beaucoup moins ambitieux et n'est pas de nature à modifier radicalement la politique des déplacements à La Réunion, car beaucoup trop localisé sur de plus courtes distances. D'une certaine façon, se rendant compte à quel point les Réunionnais exaspérés par les embouteillages souhaitent un transport alternatif, Didier Robert donne — a posteriori et sous la contrainte de l'opinion — raison à ceux qui avaient vu juste, bien avant lui, en proposant le tram-train.

Didier Robert a annulé le tram-train et a préféré tout concentrer sur la route en mer. Il a promis 2.000 bus qui n'ont jamais vu le jour. Il n'est pas crédible aujourd'hui pour faire la promotion de 2 virtuels monorails, dont le financement est hypothéqué par tous les choix erronés qu'il a faits. C'est bien la preuve que durant toute sa mandature, Didier Robert a fait fausse route.»



Le tram-train est la solution la plus adaptée pour régler les problèmes de circulation, pas le monorail.

Edito

Iran is back, l'Iran est de retour

America is back, l'Amérique est de retour, c'était un des mots d'ordre de la campagne de Ronald Reagan lors de l'élection présidentielle de 1980 aux États-Unis. La crise de la prise d'otages de l'ambassade des États-Unis à Téhéran avait en effet fait irruption dans ces élections. Le président sortant, Jimmy Carter, était accusé par son adversaire de ne pas être suffisamment ferme dans ses décisions face au gouvernement qui venait de renverser le régime féodal du Shah d'Iran. Non seulement Washington venait de perdre son plus fidèle allié dans le Moyen-Orient, mais en plus les États-Unis étaient humiliés, apparaissant incapables d'assurer la libre circulation de leurs ressortissants dans leur ancien pré carré. Ronald Reagan a gagné l'élection présidentielle de 1980. Au cours de ces deux mandats, il a relancé la course aux armements tout en accentuant aussi les inégalités entre les riches et les pauvres. L'Amérique était de retour...

En conséquence, l'Iran était alors considéré comme l'ennemi à abattre. C'était le point de départ de plusieurs décennies de tensions qui viennent de connaître une nouvelle étape. Ce mardi à Vienne, les diplomates ont annoncé un accord sur l'industrie nucléaire iranienne. En échange de contrôles visant à empêcher l'Iran d'utiliser son industrie nucléaire pour fabriquer des armes de destructions massives, les sanctions économiques contre le peuple iranien seront progressivement levées.

Sitôt signé, l'accord a été vigoureusement condamné par l'unique puissance nucléaire du Moyen-Orient, Israël. Les dirigeants de ce pays n'ont jamais admis officiellement avoir dans les

mains l'arme de destruction massive, mais la justice de leur pays a condamné à plus de 18 ans de prison celui qui a révélé ce fait. Les colonialistes au pouvoir à Tel Aviv craignent-ils de perdre le monopole de l'arme nucléaire au Moyen-Orient ?

Le gouvernement de l'Iran affirme que cette éventualité n'est pas dans ses intentions, mais il ne veut pas priver son peuple de ce que l'énergie nucléaire peut lui apporter dans les domaines de la médecine et de l'énergie notamment.

À l'exception de Tel-Aviv, cet accord a été salué unanimement. Selon Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU, cela montre que le dialogue permet de résoudre les conflits. Quelques semaines après la reconnaissance diplomatique de Cuba, État dirigé par un Parti communiste, Washington signe là un nouvel aveu dans l'échec de sa stratégie. Les dirigeants des États-Unis pensaient que le blocus économique de l'Iran allait pousser au renversement du gouvernement iranien et à son remplacement par des alliés. Comme contre Cuba, cette stratégie a échoué. Washington n'a toujours pas abdiqué sur son objectif. Obama a demandé la reprise du blocus économique en cas de manquement de la partie iranienne. Mais Washington doit se ranger à l'avis de la communauté internationale : l'Iran ne doit plus être la cible de sanctions. 35 ans après l'élection de Reagan, c'est au tour de l'Iran d'être de retour sur le devant de la scène internationale : Iran is back.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Inauguration de la plaque commémorative aux "Archives Départementales Sudel Fuma"

L'essentiel : continuer le combat d'un grand Réunionnais, « combattant de toutes les libertés »

Après l'inauguration ce 12 juillet du "Centre Culturel Sudel Fuma" à Saint-Paul à l'occasion de l'anniversaire du décès accidentel en mer de cet historien réunionnais, un nouvel hommage très émouvant lui a été rendu le lendemain à Sainte-Clotilde, lors de l'inauguration officielle de la plaque commémorative « Archives Départementales Sudel Fuma ». Un espace où il a beaucoup travaillé pour faire connaître au peuple réunionnais son histoire, les combats menés par ce peuple pour faire respecter ses droits et sa dignité depuis 352 ans et les leçons à en tirer pour que « La Réunion continue à grandir », comme l'a dit la présidente du Département.



L'allocution du directeur des Archives Départementales de La Réunion à l'entrée du bâtiment où a été inaugurée la plaque commémorative pour Sudel Fuma.

Plus d'une centaine de personnes ont participé à cette cérémonie : des responsables politiques, des universitaires, des militants culturels et autres personnalités engagées au service de leur peuple. Elles ont exprimé avec force leur solidarité avec la famille et les proches de Sudel Fuma présents à Champ-Fleuri : sa sœur Dolène, sa fille Morine, son fils Ryan, son petit-fils Tyliann et sa compagne Mylène. Après une belle séance de maloya, plusieurs responsables sont intervenus pour rappeler les richesses de la vie et de l'œuvre de Sudel Fuma : Damien Vaisse, directeur des Archives Départementales de La Réunion ; Nassimah Dindar, présidente du Département ; Yoland Velleyen, vice-président de la Région ; Paul Canaguy, nouveau président d'Historun ; le poète Fernand Payet, membre de cette association ; et Dolène Fuma, qui a réalisé plusieurs sculptures aux côtés de son frère

sur le parcours de la Route de l'esclave et de l'engagé dans l'océan Indien entre 2004 et 2013.

Ensuite a eu lieu le dévoilement de la plaque commémorative à l'entrée des locaux des Archives, suivi d'une belle prestation musicale du groupe

Renésens, avec Dominique et Morgan Aupiais. La cérémonie s'est terminée par la visite d'une exposition très intéressante d'ouvrages publiés par Sudel Fuma sur notre histoire, sur les archives qu'il a étudiées, notamment au sujet de l'esclavage, ainsi que par la présentation d'un magnifique diaporama de photos sur le parcours sportif, universitaire et politique du défunt directeur de la Chaire UNESCO de l'océan Indien à l'Université de La Réunion.

Ce parcours a été marqué notamment par un engagement exceptionnel au service de son pays et des peuples frères de notre région, sans sectarisme ni dogmatisme, comme défenseur de l'identité réunionnaise et de notre interculturalité. La question essentielle qui se pose à présent est de savoir comment nous allons réellement être fidèles à Sudel Fuma et continuer le combat de ce grand Réunionnais, « combattant de toutes les libertés », comme le dit un document publié lors de cette grande cérémonie.



La conclusion du magnifique diaporama de photos sur le parcours sportif, universitaire et politique du défunt directeur de la Chaire UNESCO de l'océan Indien à l'Université de La Réunion.

Célébration du 14 juillet en Afrique du Sud

Ahmed Kathrada décoré de la Légion d'Honneur

En Afrique du Sud, la commémoration de la prise de la Bastille à l'Ambassade de France a honoré un militant de la lutte contre l'apartheid. Ahmed Kathrada a été distingué hier. Il a été décoré de la Légion d'Honneur. Hous- sen Ahmode, président du Conseil régional du Culte musulman, assistait à la cérémonie.

Ahmed Kathrada a reçu ce 14 juillet 2015 les insignes de chevalier de la Légion d'Honneur des mains de l'Ambassadrice Elisabeth Barbier, au nom du Président de la République française. Dans son discours, l'Ambassadrice Barbier a déclaré : « M. Kathrada, le combat de votre vie en faveur de la justice et la liberté commande le respect et l'admiration.

Votre exemple démontre que notre devise républicaine, « Liberté, Egalité, Fraternité », n'est pas vide de sens. Votre exemple démontre que ces mots sont capables d'inspirer l'existence entière de grands hommes tels que vous. »

Ahmed Kathrada a été durant 67 ans l'un des amis les plus proches de Nelson Mandela, à qui les insignes de Grand-Croix de la Légion d'Honneur ont été attribués en 1994 par le Président François Mitterrand.

La France a donc choisi de saluer le combat d'un militant contre l'apartheid.

En Afrique du Sud, l'archevêque et prix Nobel de la Paix Desmond Tutu, le Dr. Mamphela Ramphele, l'homme d'affaires Johann Rupert, le ministre Kader Asmal, la chanteuse Miriam Makeba, l'écrivain André Brink et Nadine Gordimer, prix Nobel de littérature ont également reçu cette distinction.

L'ancien Président de la République d'Afrique du Sud, M. Kgalema Motlanthe, l'icône militante Denis Goldberg, l'ancien prisonnier du pénitencier de Robben Island Tlou Theophilus Cholo, le Président du conseil régional du culte musulman de La Réunion Hous- sen Amode, le Sénateur Robert Hue, la professeure Edith Vries (Director-General for the Department of Agriculture, Forestry and Fisheries) et l'activiste Yusuf Abramjee ont assisté à la cérémonie.



Barbara Hogan, femme de M. Kathrada, Ahmed Kathrada et Hous- sen Amode, Président du conseil régional du culte musulman.



L'Ambassadrice de France remet la Légion d'Honneur à Ahmed Kathrada.

Ce que révèle l'accord entre la Grèce et ses créanciers

Un nouvel avatar du colonialisme à l'œuvre

De nombreux médias disent à leurs lecteurs qu'il faut pousser un ouf de soulagement après la signature d'un accord entre la Grèce et ses créanciers. Mais quel soulagement existe-t-il quand un pays perd son indépendance ?

Tout ce qui vient de se passer en Grèce et continue de se passer a déjà eu lieu en 2013 à Chypre.

Mais, tout le monde (nous également) n'y avait alors attaché qu'un intérêt très très limité. Cela ne concernait qu'un « État timbre-poste » comme l'écrivait alors Anne Sinclair, lundi 25 mars 2013 (Huffington Post).

Rappelons, même si comparaison n'est pas raison, que la dette d'un pays a souvent "justifié" la colonisation de ce pays par plus puissant que lui. La colonisation de l'Algérie eut pour prétexte le fait que le Dey d'Alger réclamait assidûment le remboursement de la 2e moitié d'une importante dette contractée par la France envers l'Algérie. La conquête de l'Algérie va également entraîner une déstabilisation du Maroc voisin, attaqué par la France pour le soutien accordé à l'émir Abdel Kader. De 1830 à 1912, les menaces, bombardements, intrigues Européennes (France, Allemagne, Grande-Bretagne, etc.), les efforts de guerre consentis pour faire face à ces agressions et aux complots fomentés, les prêts consentis à un pouvoir politique toujours plus affaibli, vont sceller le sort du Maroc. Cet endettement vis-à-vis des banques d'Europe, fut mis en avant dès 1906 pour aboutir, en 1912, à priver le Maroc de sa souveraineté en le plaçant sous le double protectorat de la France et de l'Espagne. D'un côté, la France envahit l'Algérie pour ne pas lui rembourser la dette qu'elle doit à l'Algérie, de l'autre, on asservit le Maroc parce qu'il ne peut plus rembourser sa dette vis-à-vis de la France notamment.

En 2013, Chypre puis, ces jours-ci, la Grèce, se trouvent privées des outils de leur souveraineté. Le "raisonnement" étant toujours le même : paye tes dettes ! L'Allemagne étant intransigeante sur ce point.

Sauf que l'Allemagne a été condamnée, par les accords de Paris (14 janvier 1946) à payer 7



Depuis plusieurs années, les Grecs manifestent contre l'austérité. L'Europe continue d'imposer cette politique, ses dirigeants estiment que c'est le prix à payer pour utiliser l'euro comme monnaie.

milliards de dollars (1946) à la Grèce pour réparation des dommages et crimes de guerre commis (près de 900 massacres type "Ora-dour sur Glanes", populations anéanties, villages rasés, etc.). Ces dommages de guerre n'ont pourtant jamais été payés par l'Allemagne.

L'effort de guerre consenti par la Grèce pour lutter contre l'occupant nazi lui a coûté 600.000 morts (8 % de sa population d'alors) dont 300.000 des suites d'une famine, du fait des destructions systématiques auxquelles se livraient les nazis. Enfin, en 1942, le pouvoir allemand a fait main basse sur le stock d'or de la Banque Centrale de Grèce (3,5 milliards de dollars [1942]) et n'en a jamais remboursé le moindre dollar.

Cela illustre, mieux que tout discours, le scandale des journées que nous venons de vivre.

Cette spoliation perpétuelle de la Grèce se déroule dans le silence des "autorités morales" européennes et c'est à un Pape, François, que revient le mérite de dénoncer ce qui se passe en le nommant pour ce qu'il est réellement : un nouveau colonialisme.

Et lorsqu'on sait ce que ces attitudes inhumaines finissent toujours par engendrer, force est de constater que nous sommes loin, très loin vraiment, des idéaux proclamés de paix et de solidarité entre les peuples d'Europe.

Aimé Habib

Après l'accord entre la Grèce et ses créanciers

« La défaite de la Grèce, la défaite de l'Europe »

Le refus d'abandonner l'euro a été le point faible de la stratégie du gouvernement grec, estime notre confrère de « la Tribune », dans un article publié hier.

Selon « la Tribune », « jamais, dans le jargon européen, le terme de « compromis » n'aura semblé si peu adapté. « L'accord » atteint au petit matin du 13 juillet entre la Grèce et le reste de la zone euro a désormais des allures de déroute pour le gouvernement grec. Une déroute qui a un sens pour le reste de l'avenir de la zone euro ».

Selon notre confrère, l'accord signé entre la Grèce et ses créanciers a permis à ces derniers d'en tirer avantage, car le gouvernement grec craignait de sortir de l'euro. « Dès lors, la position grecque était extrêmement fragile. En effet, pour un petit pays aussi affaibli et endetté que la Grèce, la seule force dans les négociations était la menace de la sortie de la zone euro. Menace que, sans doute, il fallait éviter de mettre en œuvre si c'était possible, mais qu'il fallait brandir assez sérieusement pour faire douter le camp d'en face. Dès lors que cette menace était levée, Athènes n'avait aucun moyen de pression ».

Quelle autre politique économique ?

Le gouvernement grec voulait obtenir la restructuration de la dette. Il n'a pas vraiment réussi et en échange Athènes doit concéder des abandons de souveraineté. Un fonds servira à recueillir l'argent gagné dans les privatisations, la moitié sera réservée aux banques, le quart aux créanciers et le quart pour des investissements en Grèce.

Pour « la Tribune », cet accord confirme ce qu'avait montré voici 2 ans la crise de Chypre : « on a appris que l'euro n'était pas qu'une monnaie, mais aussi une politique économique particulière, fondée sur l'austérité. Le Premier ministre grec avait fait le pari que l'on pouvait modifier la zone euro de l'intérieur et réaliser en son sein une autre politique économique. Preuve est dé-



Le gouvernement grec veut garder l'euro, il a dû faire des concessions.

sormais faite de l'impossibilité d'une telle ambition. Les créanciers ont clairement refusé une réorientation de la politique d'austérité budgétaire qui, pour un pays comme la Grèce, n'a réellement plus aucun sens aujourd'hui et l'empêche de se redresser ».

L'euro est un moyen de pression

La gouvernance économique existe bien, « qui veut la remettre en cause devient un adversaire de l'euro. La diabolisation de Syriza pendant six mois l'a prouvé. Ce parti n'a jamais voulu renverser l'ordre européen, le gouvernement grec a rapidement fait de larges concessions (que l'on songe à l'accord du 20 février). Mais sa demande d'une approche plus pragmatique dans le traitement du cas grec conduisait à une remise en cause de la vérité absolue de la logique « austéritaire » décrite plus haut. Il fallait donc frapper fort pour faire cesser à l'avenir toute velléité

de remise en cause de l'ordre européen établi. Il y a dans cette Europe un air de « Sainte-Alliance » de 1815, révélé désormais au grand jour. Comment autrement expliquer cet acharnement face à Athènes ce week-end, cette volonté de « vengeance » ? Alexis Tsipras avait cédé sur presque tout, mais ce n'était pas assez, il fallait frapper les esprits par une humiliation supplémentaire ».

Conclusion : « l'euro devait être une monnaie qui rapprochait les peuples. Ce devait être la monnaie de tous les Européens. Or, cette crise a prouvé qu'il n'en est rien. On sait que, désormais, on peut priver certains habitants de la zone euro de l'accès à leur propre monnaie. Et que cette privation est un moyen de pression sur eux. Il sera donc bien difficile de dire encore « l'euro, notre monnaie » : l'euro est la monnaie de la BCE qui la distribue sur des critères qui ne prennent pas en compte le bien-être des populations, mais sur des critères financiers dissimulant mal des objectifs politiques ».

Vers de nouvelles conquêtes pour les avions électriques ou faisant la part plus belle à l'électricité

Témoignages a régulièrement informé ses lecteurs sur le projet Solar-Impulse : avion solaire qui a entrepris, il y a quelques semaines un tour du monde. Malgré les déboires enregistrés ces derniers jours, il ne fait aucun doute que ce record, s'il est atteint, marquera l'histoire de l'aviation.

Lors du meeting international du Bourget l'avionneur SAFRAN a fait voler un avion plus électrique destiné à servir d'avion école pour les aéro-clubs comme pour bien marquer son ambition concernant l'aviation électrique.

Il y a quelques jours, c'est Airbus qui a fait voler son prototype d'avion cent pour cent électrique de la Grande Bretagne à La France comme une réédition de l'exploit de Louis Bleriot.

Les éléments ci-dessus viennent à mon avis conforter les positions de la Région Réunion lorsqu'elle était dirigée par Paul Vergès quant au plan sur l'autonomie énergétique par le biais d'un mix énergétique et l'abandon progressif des énergies fossiles.

Note de Georges Gauvin

La traversée de la Manche en avion électrique

Parti de Lydd en Angleterre, le petit avion électrique d'Airbus a atterri à Calais

Opération réussie pour Airbus, son avion électrique E-Fan a mené avec succès la traversée de la Manche, après environ 40 minutes de vol. Tous ont salué la prouesse technologique. Agnès Paillard, la présidente de Voltair, la filiale créée par Airbus pour concevoir et commercialiser l'E-fan, a mis en avant la capacité d'innovation du groupe, qui a su « travailler sous la forme d'une petite start-up agile » pour travailler avec de grands groupes comme Safran ou Siemens, des instituts de recherche (CEA) mais aussi des écoles d'ingénieurs et des PME. A

l'origine de l'avion électrique, on retrouve en effet une PME de Royan « Aero Composites Saintonge (ACS) » et surtout son créateur, Didier Esteyne. Pilote d'avion amateur puis créateur de petits avions, il est le père de l'E-Fan, qui a été entièrement conçu pour la propulsion électrique.

Les proportions de l'avion restent modestes - il mesure 9,5 mètres pour 600 kilos, et jouit d'une autonomie de 50 minutes -, elles sont, cependant, parfaitement adaptées au marché des avions-écoles : l'avion électrique bénéficie d'un avantage coût conséquent car il ne consomme pas de kérosène, et son silence est très apprécié des riverains, ce qui lui permet de voler sur

des plages horaires beaucoup plus étendues.

Airbus prévoit ainsi la commercialisation de l'E-Fan 2.0, qui sera un bi-place, sur une base de production de 60-80 appareils par an dans sa nouvelle chaîne de montage à l'aéroport de Pau-Pyrénées. Ainsi, pour la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC),

« l'exploit s'inscrit dans une logique industrielle : il y a un projet construit en amont, et un avenir économique. La formation des pilotes en France est un marché très important, car La France est le deuxième pays aéronautique au monde après les Etats-Unis, et forme la moitié des pilotes européens ».

135 km/h en avion électrique sur 30 kilomètres

Les records établis par démonstrateur MC30E de la société luxembourgeoise LSA extrêmement économe en carburant.

Le 13 avril 2011 le démonstrateur MC30E de la société luxembourgeoise LSA a établi lors du salon Aero Friedrichshafen le premier record FAI (fédération aéronautique internationale) impliquant un aéronef à propulsion électrique, en volant à 135 km/h sur un aller retour de deux fois 15 km (...) Ce démonstrateur a depuis subi un chantier de modifications pour

installer une motorisation mieux adaptée et plus performante, en vue d'une nouvelle campagne de records FAI à l'horizon de fin 2011.

Les trois tentatives suivantes en altitude, vitesse sur circuit et distance sur circuit du 27 février 2012 : Il faut noter qu'avec une efficacité énergétique équivalente à 3,4 g de carburant fossile dépensé par kilomètre parcouru en ligne droite et à altitude constante (soit 5 kWh à la vitesse de finesse max de 125 km/h), cet aéronef est l'objet volant piloté le plus économique jamais mis en opérations, et ce malgré le

fait que son potentiel d'améliorations soit loin d'être épuisé. (l'ambition à court terme étant de descendre sous la barre des 3 équivalents/km et à moyen terme 1 g/km de H2 physique toujours à 120 km/h).

Un dernier record de vitesse sur aller/retour de 15 km a été établi en RAL1E à 189,97 km/h le 29 septembre 2012 (ID FAI 16638), puis homologué, le MC30E devenant de ce fait le véhicule aérien électrique piloté le plus rapide bénéficiant d'une homologation FAI.

La rubrique « Café-péi » rassemble des contes et des nouvelles évoquant La Réunion, à paraître les mardis et vendredis durant les vacances d'hiver.

Pour ceux qui n'ont pas plus de vacances que le bout de leur ongle, ceux qui n'ont pas les sous marqués pour sauter la mer, mais qui ont envie de s'échapper un peu sans billet d'avion ni bateau vomis, pour ceux-là d'abord, ces récits qui tenteront de proposer une autre façon de voir l'île, avec l'espoir d'agrandir les paysages, d'y ouvrir des perspectives : défense et illustration de l'identité culturelle réunionnaise avec, en creux, une mise en garde contre l'acculturation des masses, qu'elle soit affichée ou feutrée.

Mayotte

Le petit palmier jaune (Moina m'nadzi dzizano) (1)

Il était en Afrique, entre savane et forêt, un village paisible du nom de Louha. Les habitants de ce village étaient bien courageux et travailleurs : on n'hésitait pas devant le labeur, et jamais on ne lui faisait triste mine. Sitôt qu'un voisin avait besoin d'aide, on accourait. On piquait le riz, distillait les fleurs, cultivait les champs, transportait l'eau, sans jamais se plaindre. Muro ushuka baharini, dit-on : « ainsi la rivière descend-elle vers la mer », c'est-à-dire qu'on considérait que c'était le cours inévitable des choses.

Pourtant, du fond des cases, les discussions montaient par-dessus les brumes du soir : devant le feu, à voix basse, ou dans les arrières-cours, à l'heure la plus chaude, au moment de la sieste. Et à la manière de la crue qui vient, les bruissements des langues, loin de se tarir, ne faisaient que gonfler. C'étaient les couples, ou des femmes qui discutaient de leurs enfants. On avait confectionné des hiriz qu'on avait mis autour du cou des petits, à leur poignet : des versets de sagesse du Coran pour les protéger. Mais les protéger de quoi ? Et si c'était d'eux-mêmes ?

Les mères disaient :

« Mariama, mon fils aura bientôt deux ans et trois mois, il ne parle toujours pas. Tu crois que c'est normal ?

- Ne m'en parle pas, Fatoirane, la mienne a deux ans et demi : elle ne dit rien. Le fils du voisin, pas davantage...

- Ce n'est pas normal, ça, ce n'est pas normal, Mariama... »

Sitôt qu'on se mettait à piler le mil,



c'était des discussions semblables. Dès qu'on lavait le linge à la rivière, les mêmes observations. Quand on recousait les vêtements, on discourait pareillement. Cela vint aux oreilles du chef. Le cheffou n'tanana réunit tout le village sur la place, au pied de l'arbre à palabres. Cet arbre à palabres n'était qu'un petit palmier jaune, vu que le grand fromager qui ombrageait jadis la place s'était brisé sous son propre poids, et, effondré, il avait fini en bois de cuisine. Autour du petit palmier se tint donc le chilindro, le conseil du village.

Le chef commença : « Comment se fait-il que mes petits-enfants, les enfants des voisins, les enfants du village, tous en âge de parler, ne parlent toujours pas ? Ont-ils perdu leur langue ?

- Non, pas du tout. Ils crient même,

quand cela les arrange !

- Sont-ils handicapés, par hasard ?

- Pas plus que toi ! »

Tout le monde se mit à rire du chef. On renchérit : « Ils se comportent comme les autres enfants, mais ils ne parlent pas... »

- Alors, que faut-il faire ? »

Une vieille dame du nom de Koko-Dolto prit la parole, elle dit : « Certains de ces enfants prennent encore la tétée, ce n'est pas bien... Ils ne parlent pas parce qu'ils ont trop de tétons dans la bouche... Il faut les priver de sein et ils vont se mettre à parler ! »

Il faut dire que Mme Koko-Dolto était trop vieille pour allaiter.

Quelques murmures d'approbation, timides, se levèrent.

(Suite au numéro de vendredi).

Jean-Charles Angrand

Oté

La vérité na in sèl koulèr !

Matant Zélida la ékri Justin :

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj de fon dovan l'éternité, mi pé dir aou, moin lé kontan. Ou i koné pou kosa ? Pars Virapoullé la artonm dakor avèk mésyé Didier. Sé mèm li ké l'apré ékri lo program ékonomik la list la droite. Pou kèl rézon ? Pars li oi ké la méyèr shans pou la droite sé mésyé Didier é ké sé konmsa ké la droit va rantré. Pars lo méyèr konésèr l'ékonomi La Rényon sé mésyé Virapoullé é ké késtyonn z'idé i anmank pa li. Pou anshèw èk sa sé lo pli séryé z'enmi bann rouj de fon. Tok ! Pran sa pou toué !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr, i étone pa moin d'ou in n'afèr konmsa. Mé konm di lo kont : kozé lé bien, mé koz vré la pa lo mèm z'afèr. Virapoullé ou i di ? Sa sé pa lo moun la trayi bann plantèr kann avèk son protokol favorab pou bann z'izinyé. Virapoullé ? Sé pa lo boug la mèm pa gingn aménaz in bon santre vil dann sintandré ! An plisk sa, li lé pa avar pou fé prozè, mé la poin inn k'i ariv o bout. Lo méyèr sé l'otèl flotan lo park kolos ! La fini an lo d'boudin, mé la pa anpèsh ali ar di sa dann shak zéléksyon. Arète èk sa matant, ou i oi pa sa in politik zèf klèr : i kouv, i kouv, zamé i éklo. Tok ! Pran sa pou ou !

Matant Zélida la ardi ali :

I koz pa malonète konm sa ! I fo rokonète sak in moun i fé kant mèm é sak i rokoné pa travay Virapoullé, ébin li rokonète pa la vérité ! Tok ! Pran sa pou toi !

Justin, pou fini èk sa :

La vérité na in sèl koulèr matant : sé lo rouj ! Sa la pa koulèr la droit ! Sa la pa non pli la koulèr Virapoullé. Tok ! Pran sa pou ou !

Justin

« I ral pa moush avèk vinèg ! »-In kozman pou la rout

Sans prop : lé vré pou vréman pars vinèg I tiliz sa pou fé alé bann moush... Mèm si I marsh pa plisk'I fo. Sans figuré : si ou i afront demoun, moin lé pliské sir ou i fé kour azot, plito ké fé rasanblé. Dizon la pa in bon éstratézi d'rasanbloman. Sa lé vré osi dann manajmann travay : si ou i vé k'lo moun i travay bien, dabor i fo z'ot i gingn z'ot soso dann travay, épi zot na l'inprézyon zot lé rokoni pou z'ot valèr. Kosa zot i anpans de sa zot ? Arien ! Arien ditou ! Fé travay z'ot koko ! Fé bouy z 'ot matyèr griz ! Zot va oir ké, rant-rant, ni pé z'ète tazantan dakor rantre nou.